



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

métallurgie

Question au Gouvernement n° 537

Texte de la question

FILIÈRE ALUMINIUM

M. le président. La parole est à Mme Michèle Bonneton.

Mme Michèle Bonneton. Monsieur le président, mesdames, messieurs les ministres, mes chers collègues, ma question s'adresse au ministre du redressement productif.

Dans un contexte industriel et de l'emploi difficile, je souhaite vous interroger, monsieur le ministre, sur la filière de l'aluminium et ses alliages, qui est stratégique dans l'aéronautique, les transports, l'isolation thermique, etc. Certes, l'aluminium dispersé dans l'environnement a des effets négatifs incontestables : il est source de pollution et a des conséquences néfastes sur la santé. Des progrès sont à faire dans ce domaine. Néanmoins, il présente un avantage certain, celui d'être facilement recyclable, avec un gain énergétique considérable. Or, dans notre pays, la filière de l'aluminium est fortement menacée, alors que les prévisions de besoins sont en hausse constante.

Il ne subsiste plus en France que deux sites de production de ce métal : Dunkerque et Saint-Jean-de-Maurienne. Le groupe Péchiney, ancien numéro un français du secteur, démantelé, depuis sa privatisation en 1995, par ses repreneurs successifs, appartient depuis 2007 au groupe minier anglo-australien Rio Tinto. Celui-ci menace de fermeture et de licenciements le site de Saint-Jean-de-Maurienne et, à terme, celui de Dunkerque. Il en est de même pour les sites de Voreppe, en Isère, qui regroupent les emplois des fonctions de recherche et support, malgré les 20 millions de crédit impôt-recherche reçus ces trois dernières années. Cette filière est rentable, mais pas assez aux yeux de Rio Tinto. Notre aluminium risque à l'avenir d'être entièrement produit hors de l'Union européenne, dans de moins bonnes conditions sociales et environnementales.

Monsieur le ministre, quels moyens le Gouvernement entend-il mettre en oeuvre pour maintenir et développer une filière aluminium en France et pour sauver des milliers d'emplois, dans une optique d'excellence de la filière en termes de recyclage et de transition écologique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Madame la députée, vous posez la question des menaces qui pèsent aujourd'hui sur nos sites de fabrication d'aluminium : Dunkerque et Saint-Jean-de-Maurienne. Depuis vingt ans, la France a vu disparaître vingt sites de production d'aluminium, qui représentaient une capacité totale de 1 million de tonnes, au point que nous sommes désormais obligés d'en importer 307 000 tonnes par an, alors que c'est la France qui a inventé l'aluminium, si je puis dire, et qui est à l'origine de la révolution métallurgique qui en a découlé.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé - et je veux saluer l'unité des élus derrière le Gouvernement, quelle que soit leur sensibilité, les élus savoyards d'abord, du Nord ensuite - de trouver une solution face aux menaces de fermetures explicitement formulées par Rio Tinto.

Rappelons au passage que si nous n'avions pas laissé dans le passé les OPA hostiles de ces grands groupes miniers s'abattre sur l'acier et l'aluminium nous n'en serions pas aujourd'hui à lutter contre des décisions de fermetures qui sont prises à 8 000 ou 10 000 kilomètres. (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et SRC.*) Mais c'est le passé ; nous nous occupons désormais de l'avenir. (" Ah ! " *sur les bancs du groupe UMP.*) Nous organisons, avec un positionnement central de l'État, une offre permettant la reprise des sites menacés de fermeture.

Les emplois, nous en avons perdu beaucoup ; mais c'est la question du prix de l'énergie qui est tout à fait centrale pour permettre de conserver ces installations électro-intensives. Il y a 10 euros d'écart par mégawattheure entre l'Asie et l'Europe. À nous de faire en sorte que l'électricité industrielle soit toujours au prix bas ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)
Plusieurs députés du groupe UMP. Vive le nucléaire...

Données clés

Auteur : [Mme Michèle Bonneton](#)

Circonscription : Isère (9^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 537

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 février 2013](#)